



Bernard Derosier

Député PS du Nord

Président du conseil général du Nord

PORTRAIT

Un fédéraliste « indétrônable »

BERNARD DEROSIER, DÉPUTÉ DE LA DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION DU Nord depuis 1978, conseiller général du canton de Lille-Est depuis trente-et-un ans, ancien maire d'Hellemmes pendant dix-huit ans, n'est pas cependant pas un « chtîmi » de pure race ! En effet, les hasards de la vie l'ont fait naître à Chevilly dans le Loiret, le 10 novembre 1939, quelques semaines après la déclaration de la Seconde guerre mondiale. Son père avait créé une petite entreprise de transports dans la région parisienne à Goussainville, mais, victime de la crise économique des années trente, il avait dû retrouver du travail en tant qu'ouvrier mécanicien dans une usine sous-traitante de Renault dans le Loiret, à Chevilly précisément. Bernard Derosier poursuit ses études à Orléans en tant que boursier, car, à la mort de son père, la situation familiale était devenue difficile. Il part ensuite, comme la plupart des jeunes de son âge, faire son service militaire en Algérie pour vingt-huit mois. Il y restera ensuite pour entrer dans l'enseignement. Entre temps, il rencontre sa femme, une « pied noir » d'origine espagnole qui travaille dans les PTT. Ils décident de rester tous les deux en Algérie durant l'année délicate des accords d'Evian et, au début de l'indépendance, en pleine période de l'OAS. Mais, finalement, il souhaite rentrer en métropole, et c'est un peu par hasard qu'il se retrouvera dans le Nord. Sa mère y avait poursuivi ses études et avait conservé une image positive de la région. Va donc pour le Nord : une demande qui, somme toute, n'était pas fréquente à l'époque de la part de ceux qui décidaient de quitter l'Algérie. Il n'a donc pas eu de difficultés pour trouver un poste d'instituteur à Wasquehal puis à Saint-André. Tout de suite, il est happé par la vie politique, au Parti socialiste (après avoir été tenté un temps par le Parti communiste), et syndicale comme secrétaire de la Fédération de l'Education nationale.



Entre Pierre Mauroy et lui, il n'y a jamais eu de divergences définitives ce qui n'exclut pas quelques « frictions » locales. En 1971, par exemple, Pierre Mauroy lui a demandé de venir avec lui sur sa liste aux élections municipales à Lille. Toutefois, Bernard Derosier lui avait répondu qu'il préférerait rester à Saint-André, là où il avait créé une section socialiste. C'est seulement après avoir été battu par un MRP aux élections municipales qu'il a rejoint Pierre Mauroy à Lille. C'était ses premières armes, une période de rodage en politique, car, à partir de 1973, il a entamé une longue carrière politique jalonnée de victoires à répétition. D'où son qualificatif d'« indétrônable ».

lorsque l'ancien maire de Lille était en poste à Matignon dans les années 1980. C'est lui qui faisait marcher la fédération socialiste du Nord et qui fut l'un des ceux qui veillaient au grain lorsque des problèmes se posaient – et ils furent nombreux à cette époque – entre le groupe majoritaire du PS et le gouvernement.

Un « fédéraliste » qui aime la bataille politique

Le secret de sa longévité en politique, comme maire d'Hellemmes de 1983 à 2001, président du conseil général ou député, c'est d'être en campagne permanente avec les citoyens sur les marchés et toujours en contact avec les « relais d'opinion ». Il y en a 1 500 environ dans sa circonscription et il les connaît pratiquement tous. Bernard Derosier sait comment il convient de faire de la politique. Et il regrette même de ne pas avoir vingt ou trente ans de moins, car il se sent encore capable de remporter la victoire même dans une circonscription difficile. Bref, en politique, Bernard Derosier a toujours su garder le Nord. Il s'est déjà complètement investi dans la campagne interne du PS pour la ratification du traité constitutionnel de l'Union européenne – « C'est un traité, non une Constitution », prend-il soin de préciser à chacun de ses interlocuteurs.

Bernard Derosier, tout comme François Hollande, Pierre Mauroy ou Martine Aubry, joue gros dans cette bataille interne. Il sait bien qu'en cas de victoire du « non » en décembre, il serait contraint de s'effacer devant Marc Dolez, le premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord (il ne le porte pas vraiment dans son cœur depuis qu'il a essayé – sans succès – de le faire battre en interne pour le poste de président du conseil général du Nord), et Daniel Percheron, le président de la région Nord-Pas-de-Calais, qui incarne, à ses yeux, la sensibilité des « gens du Nord » qui estiment que « l'Europe est à l'origine de leurs problèmes »... alors que lui est un « fédéraliste » convaincu. L'équilibre des forces au sein du PS dans le Nord se situe actuellement à 50-50... Une raison de plus pour lui de se battre, une nouvelle fois, aux côtés de son « grand frère » Pierre Mauroy, dans ce département du Nord qui avait voté majoritairement « non » lors du référendum sur Maastricht en 1992. Mais les batailles politiques, Bernard Derosier aime les mener tambour battant pour les gagner. Bref, pour l'adoption du traité constitutionnel sur l'Union européenne comme pour le reste, Bernard Derosier entend regarder l'avenir « en positif » et non « en négatif ». Voilà, un politique discret mais efficace comme on les aime.

FRANÇOIS GERVAIS

Le « petit frère » de Pierre Mauroy

Dès les premiers mois de 1963, il entre aux « jeunes socialistes » à la SFIO où il rencontre Pierre Mauroy qui dirigeait alors les clubs Léo Lagrange. Ils ne se quitteront pratiquement plus. « *Le courant est passé entre nous et ma relation avec lui, confie-t-il, est celle du petit frère au grand frère.* » Ils sont à peu près de la même génération (dix années de différence) ce qui le met à l'abri d'une tentation fréquente chez les dirigeants socialistes actuels du Nord (Bernard Roman, Martine Aubry et d'autres) de vouloir se présenter comme le dauphin ou l'héritier de Pierre Mauroy. « *Je ne suis pas candidat à la mairie de Lille, dit-il avec franchise, car ce n'est pas avec moi que l'on bâtira la prochaine étape !* » Avant d'ajouter avec un peu de perfidie à l'égard de certains de ses collègues nordistes : « *Je n'ai jamais été, moi, dans la situation de piaffer d'impatience pour occuper une situation qu'occupe Pierre Mauroy ! ...* »

Constamment réélu depuis 1973

Elu pour la première fois en 1973 conseiller général de Lille-Est, il succédera à Albert Denvers à la présidence du conseil général du Nord à partir de 1985 jusqu'à aujourd'hui, avec, toutefois – c'est le seul échec de sa carrière politique –, une interruption de six années de 1992 à 1998 pendant lesquelles la droite dirigera le département du Nord. En revanche, il a été constamment réélu à son siège de député de la deuxième circonscription du Nord depuis 1978.

Sa longévité parlementaire lui a fourni l'occasion, à deux reprises, d'occuper les fonctions enviées de Premier Questeur de l'Assemblée nationale entre 1993 et 1995, puis de septembre 1997 à 1999. Il partage encore une grande complicité avec Pierre Mauroy qui s'est révélée particulièrement efficace

Fonctions et mandats actuels :

- Député du Nord (2^e circonscription) depuis 1978 (toujours réélu)
- Président du conseil général du Nord (1985-1992) et depuis 1998
- Membre du Conseil national du Parti socialiste
- Président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale

Éléments biographiques :

- Né le 10 novembre 1939 à Chevilly (Loiret), marié, quatre enfants
- Instituteur en Algérie puis à Wasquehal et à Saint-André (Nord)
- Ancien responsable du SNI et de la Fédération de l'Éducation nationale
- Ancien président de la Fédération nationale des clubs « Léo Lagrange »